

L'élection présidentielle aura lieu le 4 juillet en Algérie

Le général Ahmed Gaïd Salah a pris un ton menaçant à l'égard des manifestants, évoquant une ingérence étrangère

Le président par intérim Abdelkader Bensalah a beau avoir signé le décret portant convocation du corps électoral pour la prochaine élection présidentielle, qui aura lieu jeudi 4 juillet, la question de la réalité du pouvoir en Algérie continue d'être posée. A trois mois d'une nouvelle élection présidentielle dont la convocation est prévue par la Constitution en cas de vacance du pouvoir à la tête du pays les manifestants, c'est bien l'armée qui continue à s'exprimer et à interpellé directement la rue.

Au lendemain de la désignation, mardi 9 avril, d'Abdelkader Bensalah comme président intérimaire, le patron de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah, a de nouveau pris la parole, en parallèle d'une visite effectuée au sein des installations militaires dans l'ouest du pays. Il y a adopté, pour la première fois depuis la démission d'Abdelaziz Bouteflika, un ton menaçant à l'égard des manifestants, en les accusant d'être en partie manipulés depuis l'étranger.

C'est la première fois depuis le 5 mars qu'il brandit l'épouvantail de la « main étrangère », habituellement cher au pouvoir dès lors qu'il est contesté. Le chef d'état-major a ainsi accusé des « parties étrangères » de chercher à imposer leur solution pour la période de transition : « Avec le début de cette nouvelle phase et la poursuite des marches, nous avons déploré l'apparition de tentatives de la part de certaines parties étrangères, partant de leurs antécédents historiques avec notre pays, poussant certains individus au-devant de la scène actuelle en les imposant comme représentants du peuple, en vue de conduire la phase de transition. »

Complaisance

Une allusion à peine voilée à des « parties » françaises qu'il n'a pas nommées. Et ce, quand bien même Paris a jusqu'ici fait assaut de prudence depuis le début de la contestation. A plusieurs reprises, des manifestants ont accusé la France de complaisance vis-à-vis du régime. Cette « main étrangère » voudrait, selon le général,

L'armée refuse de sortir du cadre de la Constitution alors que les contestataires rejettent toute transition dirigée par les proches de M. Bouteflika

« mettre à exécution [ses] desseins visant à déstabiliser le pays et semer la discorde entre les enfants du peuple, à travers des slogans irréalisables visant à mener le pays vers un vide constitutionnel et détruire les institutions de l'Etat ». Et d'ajouter : « Nous avons refusé catégoriquement [cela] depuis le début des événements, car il est irraisonnable de gérer la période de transition sans les institutions qui organisent et supervisent cette opération. » L'essentiel était dit. L'armée refuse donc, pour l'instant, de sortir du cadre de la Constitution, alors que les manifestants rejettent toute transition dirigée par les proches d'Abdelaziz Bouteflika : les « 3B », comme les nomme la foule - Abdelkader Bensalah, le chef d'Etat par intérim; Nouredine Bedoui, le premier ministre; et Tayeb Belaiz, le président du Conseil constitutionnel. Trois hommes issus de ce « vieux

monde » que les contestataires entendent « dégager », tant ils n'inspirent aucune confiance à nombre d'Algériens qui réclament une transition politique menée par des personnalités indépendantes pour contrer une administration accusée, entre autres choses, de « bourrer les urnes » à chaque tour de scrutin.

Appel à défilé en masse

Au moment même de l'annonce à Alger, enseignants, syndicalistes et étudiants sont à nouveau sortis nombreux dans les rues pour refuser la désignation d'Abdelkader Bensalah. En province, les villes de Tlemcen et Chlef, dans l'ouest, ou Bouira et Tizi-Ouzou en Kabylie ont également vu des milliers de manifestants défilé, selon la presse locale. Dans la capitale, les forces de l'ordre ont fait usage, pour la deuxième journée consécutive, de gaz lacrymogène et de canons à eau pour tenter de disperser les contestataires. Sur les réseaux sociaux, de nouveaux appels – soutenus par l'opposition, syndicats et associations – ont appelé les Algériens à défilé en masse vendredi.

Une nouvelle journée test attend donc l'Algérie dans un contexte de plus en plus tendu tant les positions restent éloignées. Avec, d'un côté, une armée qui dit s'engager à respecter les demandes de la population mais refuse de céder sur ses principales revendications. Et de l'autre, des manifestants qui rejettent la solution constitutionnelle en dehors de laquelle le général Ahmed Gaïd Salah ne voit aucune issue à la crise.

Mardi, Aymeric Vincenot, chef du bureau de l'Agence France-Presse à Alger, a été contraint de quitter le pays après le refus des autorités algériennes de renouveler son accréditation pour 2019. ■

MADJID ZERROUKY